

**LES
CARRÉS**

**2023-2024
20^e édition**

L'essentiel de la **PROCÉDURE CIVILE**

Intègre le
décret relatif au
règlement amiable
des litiges devant
le TJ (en vigueur le
1^{er} novembre 2023)

Natalie Fricero

 *Gualino* un savoir-faire de
 **Lextenso**

2023-2024
20^e édition

L'essentiel

de la

PROCÉDURE CIVILE

Natalie Fricero

 *Gualino* un savoir-faire de
 Lextenso

LES CARRÉS



Cette collection de livres présente de manière synthétique, rigoureuse et pratique l'ensemble des connaissances que l'étudiant doit posséder sur le sujet traité. Elle couvre :

- le Droit et la Science Politique,
- les Sciences économiques,
- les Sciences de gestion,
- les concours de la Fonction publique.

Natalie Fricero est Professeur des Universités et Membre du Conseil national de la médiation.

Du même auteur, chez le même éditeur :

Collection « Carrés Rouge »

- L'essentiel de la Procédure civile, 20^e éd. 2023.
- L'essentiel des Institutions judiciaires, 14^e éd. 2023 (en coll. avec Th. Goujon-Bethan).
- L'essentiel des Procédures civiles d'exécution, 11^e éd. 2022-2023.

Collection « Mémentos »

- Institutions judiciaires, 11^e éd., 2021-2022 (en coll. avec Th. Goujon-Bethan).
- Procédure civile, 20^e éd. 2023.
- Procédures civiles d'exécution, 12^e éd. 2023.



© 2023, Gualino, Lextenso
1, Parvis de La Défense
92044 Paris La Défense Cedex
EAN 9782297221931
ISSN 1288-8206
Collection Les Carrés Rouge

Suivez-nous sur



www.gualino.fr

Contactez-nous gualino@lextenso.fr

PRÉSENTATION

La procédure civile est l'ensemble des règles organisant le recours au juge pour obtenir la résolution des conflits nés dans la société civile (issus de rapports familiaux, de relations d'affaires, d'un contrat de travail...). Elle définit d'abord les conditions de la mise en œuvre du droit de l'homme que constitue le droit d'accès à un tribunal (théorie de l'action en justice) et établit des juges compétents pour statuer (théorie de la compétence). Puis elle **organise le déroulement du procès jusqu'à l'obtention d'un jugement**, en déterminant les principes fondamentaux d'un procès équitable (respect de la contradiction, délai raisonnable, égalité des armes). Elle **détermine** ensuite **les conditions d'élaboration du jugement**, ainsi que les attributs dont il est doté pour que la décision du juge acquière l'autorité de la chose jugée et institue des mécanismes procéduraux permettant de contester la décision (voies de recours). Comme le droit à l'exécution des décisions de justice fait partie intégrante d'un droit au juge effectif, la procédure civile **réglemente** enfin **les conditions de l'exécution des jugements** (force exécutoire, signification). Seules les procédures civiles d'exécution (saisies, expulsion) ne font pas partie de cet ouvrage, puisqu'elles sont étudiées dans une matière autonome consacrée aux voies d'exécution (Code des procédures civiles d'exécution, ordonnance n° 2011-1895 du 19 décembre 2011).

Les sources de la procédure civile sont essentiellement regroupées dans un Code de procédure civile (CPC), promulgué par décret du 5 décembre 1975 (n°75-1123). D'autres textes figurent en annexes, ou dans d'autres codes (ex. : le Code de l'organisation judiciaire, COJ, le Code de commerce, le Code du travail). Le Parlement intervient en ce qui concerne « *la création de nouveaux ordres de juridiction et le statut des magistrats* » (Const. 1958, art. 34) sous la forme de lois. Les autres domaines de la procédure civile relèvent de décrets (Const. 1958, art. 37 : ils ont un caractère réglementaire). L'influence de la Convention européenne des droits de l'Homme (4 novembre 1950, ratifiée par la France le 3 mai 1974) est capitale : l'article 6, § 1 oblige les États à garantir aux justiciables le droit d'être entendus par un tribunal

indépendant et impartial, d'obtenir un jugement dans un délai raisonnable, suivant un procès équitable et public, ainsi que le droit à une exécution rapide et effective de la décision. L'applicabilité directe de la Convention a conduit à de nombreux aménagements du procès civil. Le droit de l'Union européenne joue également un rôle important : l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne précise les exigences communes, et les règlements définissent des procédures applicables dans les litiges transfrontaliers. Les contraintes budgétaires et la nécessaire modernisation de l'action publique qui se traduisent notamment par la numérisation de la procédure civile, ont entraîné de très nombreuses réformes. Des travaux récents ont donné lieu à un rapport du Comité des états généraux de la justice (« *Rendre justice aux citoyens* », avril 2022) qui a été suivi de réformes (D. 29 juill. 2023, L. d'orientation et de programmation pour la justice en cours d'élaboration) afin de répondre aux critiques formulées contre la justice (lenteur, inexécution des jugements...).

La procédure civile constitue le droit applicable à toutes les juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière civile, sociale, prud'homale, rurale ou commerciale.

Avertissement

Depuis le 1^{er} juillet 2022, les huissiers de justice sont devenus des ***commissaires de justice*** (D. n° 2022-949, 29 juin 2022 : dans tous les textes réglementaires, la référence aux huissiers de justice désigne les commissaires de justice », le terme huissier de justice n'est plus utilisé dans cet ouvrage ; il demeure encore dans le CPC jusqu'au 1^{er} juillet 2026).

PLAN DE COURS

| | |
|---------------------|----------|
| Présentation | 3 |
|---------------------|----------|

PARTIE 1

Le droit au juge

| | |
|---|-----------|
| Chapitre 1 – L'action en justice | 17 |
|---|-----------|

| | |
|---|-----------|
| <i>1 – L'existence de l'action en justice</i> | 17 |
|---|-----------|

| | |
|--|-----------|
| <i>2 – Les caractères de l'action en justice</i> | 19 |
|--|-----------|

- *Un droit d'action facultatif : la possibilité d'un règlement amiable du litige* 19
 - a) Les incitations à recourir à un mode amiable de résolution du différend 19
 - b) La résolution du différend peut être négociée avec l'intervention d'un tiers 21
 - c) Le règlement du litige peut être imposé par un particulier choisi par les parties 24
 - d) La résolution du différend peut être trouvée sous l'autorité du juge : conciliation et audience de règlement amiable 25
- *Un droit d'action libre* 26

| | |
|--|-----------|
| Chapitre 2 – La recevabilité et la régularité de la demande | 27 |
| 1 – Les conditions d’existence de l’action | 27 |
| ■ <i>L’allégation d’une prétention</i> | 27 |
| ■ <i>L’intérêt pour agir</i> | 28 |
| a) Existence d’un intérêt au jour de la demande | 28 |
| b) Caractères de l’intérêt | 29 |
| ■ <i>La qualité pour agir</i> | 30 |
| a) La qualité pour agir des personnes physiques | 30 |
| b) La qualité pour agir des personnes morales | 30 |
| 2 – Les conditions d’exercice de l’action | 32 |
| ■ <i>La régularité de la demande</i> | 32 |
| a) La capacité d’ester en justice | 32 |
| b) Le pouvoir d’agir en justice | 33 |
| ■ <i>Les modalités des prétentions</i> | 34 |
| a) Les catégories de demandes | 34 |
| b) Les effets procéduraux des demandes | 34 |
| c) Les moyens de défense | 35 |
| Chapitre 3 – Les aides à l’accès au juge | 37 |
| 1 – La répartition des frais de justice | 37 |
| ■ <i>Les dépens</i> | 37 |
| ■ <i>Les frais irrépétibles</i> | 38 |
| ■ <i>Les frais d’exécution</i> | 39 |
| 2 – La prise en charge collective des frais de justice | 39 |
| ■ <i>L’assurance de protection juridique</i> | 39 |
| ■ <i>L’aide juridique</i> | 40 |
| a) L’aide juridictionnelle | 40 |
| b) L’aide à l’accès au droit | 43 |

PARTIE 2

La compétence

Chapitre 4 – Les règles légales de compétence 47

1 – La compétence d'attribution 47

- Définition de la compétence selon la matière du litige 47
 - a) Les juridictions de droit commun 48
 - b) Les juridictions dites d'exception 50
- Incidences du montant de la demande 50

2 – La compétence territoriale 52

- Principe 52
- Options de compétence 52
- Compétence territoriale exclusive 53

3 – Les extensions de compétence 54

- La prorogation conventionnelle 54
- La prorogation légale 54
 - a) Les moyens de défense 54
 - b) Les demandes incidentes 55
 - c) Les incidents d'instance 55

Chapitre 5 – Les sanctions des règles de compétence 57

1 – Les formes de l'incident de compétence 57

2 – Les suites de l'incident de compétence 58

- La décision du juge sur sa compétence 58
- La détermination du juge compétent après exercice du recours 59
 - a) L'appel du jugement statuant exclusivement sur la compétence 59
 - b) L'appel du jugement statuant sur la compétence et le fond du litige 60

PARTIE 3
Les procédures

| | |
|---|-----------|
| Chapitre 6 – Les notions fondamentales de la procédure civile | 63 |
| 1 – L’instance | 65 |
| ■ <i>Les éléments substantiels</i> | 65 |
| a) Les parties | 65 |
| b) La matière | 67 |
| ■ <i>Les éléments formels</i> | 67 |
| a) Les actes de procédure | 67 |
| b) Les délais de procédure | 71 |
| 2 – Les principes directeurs du procès | 73 |
| ■ <i>Les principes d’initiative et d’impulsion</i> | 73 |
| ■ <i>Le principe du contradictoire</i> | 75 |
| ■ <i>Le principe de loyauté</i> | 76 |
| Chapitre 7 – La procédure écrite devant le tribunal judiciaire | 79 |
| 1 – L’introduction de l’instance | 79 |
| ■ <i>L’assignation et sa signification</i> | 79 |
| ■ <i>La saisine du tribunal</i> | 80 |
| 2 – L’audience d’orientation | 81 |
| 3 – L’instruction de l’affaire | 82 |
| 4 – L’audience des plaidoiries | 83 |
| ■ <i>L’organisation des débats</i> | 84 |
| ■ <i>La clôture des débats</i> | 84 |
| ■ <i>La réouverture des débats</i> | 84 |
| ■ <i>La procédure sans audience (PSA)</i> | 85 |

Chapitre 8 – La procédure orale devant le tribunal judiciaire **87**

| | |
|--|-----------|
| 1 – La tentative préalable de conciliation | 89 |
| 2 – La procédure aux fins de jugement | 90 |
| ■ <i>L'introduction de l'instance</i> | 90 |
| a) L'assignation | 90 |
| b) La requête conjointe | 91 |
| c) La requête unilatérale | 91 |
| ■ <i>Le déroulement de l'instance</i> | 92 |
| a) La conciliation | 92 |
| b) Les débats ou le renvoi à une audience ultérieure | 92 |

Chapitre 9 – La procédure devant les juridictions dites d'exception **95**

| | |
|--|------------|
| 1 – Procédure devant le tribunal de commerce | 95 |
| ■ <i>L'introduction de l'instance</i> | 95 |
| ■ <i>Le déroulement de l'instance</i> | 96 |
| a) La tentative de conciliation | 96 |
| b) La mise en état de l'affaire | 97 |
| c) L'audience | 97 |
| 2 – Procédure devant le conseil des prud'hommes | 98 |
| ■ <i>La demande et la saisine du conseil</i> | 98 |
| ■ <i>La tentative de conciliation et l'orientation</i> | 99 |
| ■ <i>Le jugement</i> | 101 |
| a) L'instruction | 101 |
| b) L'audience devant le bureau de jugement | 103 |
| 3 – Procédure devant le tribunal paritaire de baux ruraux | 105 |

| | |
|--|------------|
| Chapitre 10 – Les procédures spéciales | 107 |
| 1 – La procédure par défaut | 107 |
| ■ <i>Le défaut du demandeur</i> | 107 |
| a) Définition | 107 |
| b) Procédure | 107 |
| ■ <i>Le défaut du défendeur</i> | 108 |
| a) Domaine | 108 |
| b) Particularités procédurales | 108 |
| 2 – La procédure de référé | 109 |
| ■ <i>Les pouvoirs du juge des référés</i> | 109 |
| a) Le renvoi en audience de règlement amiable | 110 |
| b) Les mesures dictées par l’urgence | 110 |
| c) Les mesures conservatoires ou de remise en état | 110 |
| d) La provision sur une obligation non sérieusement contestable | 111 |
| e) L’astreinte | 111 |
| f) Les dépens et autres frais | 111 |
| g) En appel | 111 |
| h) Le référé probatoire | 111 |
| ■ <i>Le déroulement du référé</i> | 112 |
| a) L’instance | 112 |
| b) L’audience | 113 |
| c) Les passerelles avec le fond | 113 |
| ■ <i>Le régime de l’ordonnance de référé</i> | 114 |
| 3 – La procédure sur requête | 117 |
| 4 – La procédure en matière gracieuse | 118 |
| Chapitre 11 – Les incidents | 119 |
| 1 – Les incidents relatifs à l’administration judiciaire de la preuve | 119 |
| ■ <i>La communication des pièces</i> | 119 |
| ■ <i>La production forcée des pièces</i> | 120 |

| | |
|--|------------|
| ■ <i>La contestation des preuves littérales</i> | 120 |
| a) Les contestations relatives à un acte sous-signature privée | 120 |
| b) Les contestations relatives à un acte authentique | 121 |
| ■ <i>Les mesures d’instruction</i> | 121 |
| a) Les règles communes aux diverses mesures | 121 |
| b) Les règles propres à chaque mesure | 123 |
| c) Le recours à un technicien dans le cadre d’une mise en état participative | 125 |
| 2 – Les incidents relatifs au lien juridique d’instance | 125 |
| ■ <i>La jonction et la disjonction d’instance</i> | 125 |
| ■ <i>L’interruption de l’instance</i> | 125 |
| ■ <i>La suspension de l’instance</i> | 126 |
| ■ <i>L’extinction de l’instance</i> | 127 |
| a) À titre principal | 127 |
| b) À titre accessoire | 128 |
| 3 – Les incidents relatifs au personnel judiciaire | 128 |
| ■ <i>La récusation et le renvoi pour cause de suspicion légitime</i> | 128 |
| ■ <i>Le renvoi pour cause de sûreté publique</i> | 129 |
| ■ <i>La prise à partie</i> | 130 |
| Chapitre 12 – Le jugement | 131 |
| 1 – La diversité des jugements | 131 |
| ■ <i>La notion d’acte juridictionnel</i> | 131 |
| ■ <i>Les classifications des actes juridictionnels</i> | 132 |
| 2 – L’élaboration du jugement | 132 |
| ■ <i>Les opérations d’élaboration</i> | 132 |
| a) Le délibéré | 132 |
| b) La rédaction | 132 |
| c) Le prononcé | 133 |
| d) La publicité, l’open data et le traitement automatisé des jugements | 133 |
| ■ <i>La nullité du jugement</i> | 135 |

| | |
|---|------------|
| 3 – Les attributs du jugement | 136 |
| ■ <i>La force probante</i> | 136 |
| ■ <i>L'autorité de la chose jugée</i> | 136 |
| a) Domaine | 136 |
| b) Mise en œuvre | 136 |
| c) Régime procédural | 137 |
| d) Protection | 138 |
| ■ <i>Le dessaisissement du juge</i> | 138 |
| ■ <i>La force exécutoire</i> | 138 |
| a) L'apposition de la formule exécutoire | 139 |
| b) La notification du jugement | 139 |
| c) L'attribution de la force de chose jugée | 140 |
| d) Le délai de grâce | 141 |

PARTIE 4

Les voies de recours

| | |
|--|------------|
| Chapitre 13 – Les voies ordinaires de recours | 145 |
| 1 – L'appel | 145 |
| ■ <i>La saisine de la cour d'appel</i> | 145 |
| a) Les conditions relatives aux parties | 145 |
| b) Les conditions relatives aux décisions | 146 |
| c) Les conditions relatives au délai | 146 |
| d) L'étendue de la saisine de la cour d'appel | 146 |
| ■ <i>L'instance devant la cour d'appel</i> | 148 |
| a) La procédure avec représentation obligatoire | 148 |
| b) La procédure sans représentation obligatoire | 154 |
| 2 – L'opposition | 155 |
| ■ <i>Les conditions</i> | 155 |
| ■ <i>Les effets de l'opposition formée</i> | 155 |

Chapitre 14 – Les voies extraordinaires de recours

157

| | |
|--|------------|
| 1 – Le pourvoi en cassation | 157 |
| ■ <i>L'ouverture du pourvoi en cassation</i> | 158 |
| a) Les titulaires du recours | 158 |
| b) L'objet du recours | 159 |
| c) Le délai du recours | 159 |
| ■ <i>La procédure du pourvoi en cassation</i> | 159 |
| a) Avec représentation obligatoire | 159 |
| b) Sans représentation obligatoire | 160 |
| ■ <i>Les suites du pourvoi</i> | 161 |
| a) L'élaboration de l'arrêt | 161 |
| b) La portée de l'arrêt | 161 |
| c) Les suites du procès | 161 |
| 2 – La tierce opposition | 163 |
| ■ <i>La recevabilité de la tierce opposition</i> | 164 |
| ■ <i>Le régime de la tierce opposition</i> | 164 |
| a) Le juge compétent | 164 |
| b) La procédure | 165 |
| c) Les issues | 165 |
| 3 – Le recours en révision | 166 |
| ■ <i>Le domaine</i> | 166 |
| ■ <i>La procédure</i> | 166 |
| Bibliographie | 167 |

Liste des abréviations

| | |
|------------|--|
| AJ | Aide juridictionnelle |
| Conv. ESDH | Convention de sauvegarde des droits de l'homme |
| CGCT | Code général des collectivités territoriales |
| COJ | Code de l'organisation judiciaire |
| CPC | Code de procédure civile |
| CPCE | Code des postes et des communications électroniques |
| CPC exéc. | Code des procédures civiles d'exécution |
| C. trav. | Code du travail |
| C. com. | Code de commerce |
| D. | Décret |
| D. | Dalloz (recueil) |
| DDHC | Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen |
| MARD | Mode amiable de résolution des différends |
| JCP | Juge des contentieux de la protection |
| JME | Juge de la mise en état |
| RPVA | Réseau privé virtuel avocat |
| RPVJ | Réseau privé virtuel justice |
| SAUJ | Services d'accueil unique du justiciable |
| TJ | Tribunal judiciaire |
| TMFPO | Tentative de médiation familiale préalable obligatoire |

PARTIE

1

Le droit au juge

| | | |
|-------------------|--|----|
| Chapitre 1 | - L'action en justice | 17 |
| Chapitre 2 | - La recevabilité et la régularité de la demande | 27 |
| Chapitre 3 | - Les aides à l'accès au juge | 37 |

Chapitre 1

L'action en justice

L'organisation d'un service public de la justice est l'une des prérogatives et des obligations de l'État de droit. Elle obéit à des principes essentiels : égalité, gratuité, permanence, neutralité, et aux exigences européennes du procès équitable. Elle permet à l'autorité judiciaire de garantir la liberté individuelle au sens de l'article 66 de la Constitution du 4 octobre 1958.

1 L'existence de l'action en justice

L'article 30 du Code de procédure civile **définit l'action en justice** comme étant : « *le droit pour l'auteur d'une prétention d'être entendu sur le fond de celle-ci afin que le juge la dise bien ou mal fondée. Pour l'adversaire, l'action est le droit de discuter du bien-fondé de cette prétention* ». Cette seconde définition semble reposer sur une confusion entre le droit d'agir et les droits de la défense : ce qui fonde la possibilité de s'opposer aux prétentions du demandeur, c'est le respect de la contradiction, garantie du procès équitable que le Code de procédure civile qualifie de principe directeur du procès ; de plus, la définition paraît très ambiguë, puisqu'elle ne semble pas autoriser le défendeur à soulever des moyens de procédure, comme les exceptions ou les fins de non-recevoir ! Mais elle reste utile, parce que le défendeur doit remplir les conditions prévues pour agir pour pouvoir discuter la prétention du demandeur...

La notion d'action a évolué :

- l'action a d'abord été considérée comme « *le droit à l'état de guerre* », puisqu'elle était confondue avec le droit substantiel dont elle n'était qu'un attribut permettant d'assurer sa défense. Cette définition n'était pas conforme à la réalité procédurale dans tous les cas où le

juge déboutait le demandeur en décidant que le droit substantiel n'existait pas, puisqu'une action en justice avait bien été exercée ;

- l'action a ensuite été conçue comme *la voie de droit* par laquelle une personne s'adresse aux tribunaux pour obtenir la reconnaissance et la protection de ses droits, ou encore le pouvoir impersonnel, abstrait et permanent de s'adresser aux tribunaux, ou enfin la faculté de contraindre le juge à statuer sur le fond, qualifiée de droit subjectif.

Dans la définition du Code de procédure civile, l'action est conçue comme un droit spécifique : elle a un contenu concret, dont l'objet est la prétention émise par un plaideur, et elle oblige le juge à statuer sur le bien ou le mal fondé de cette dernière, à peine de déni de justice. Le droit substantiel invoqué (droit de propriété, droit à réparation) est l'objet de l'action, et la doctrine classe les actions en fonction de cet objet :

- l'action mobilière a pour objet un droit mobilier (elle se prescrit par 5 ans ; C. civ., art. 2224) ;
- l'action immobilière, un droit immobilier (elle se prescrit par 30 ans ; C. civ., art. 2227) ;
- l'action personnelle met en œuvre un droit personnel ;
- l'action réelle, un droit réel ;
- l'action mixte concerne une matière mixte, soit un droit personnel et un droit réel nés de la même opération juridique.

Grâce à la jurisprudence du Conseil constitutionnel – dont la portée s'est accrue avec la question prioritaire de constitutionnalité qui permet à un justiciable de saisir directement le Conseil d'une disposition législative qui méconnaît un droit garanti par la Constitution ou le bloc de constitutionnalité – et à l'applicabilité directe de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (4 nov. 1950, ratifiée par la France le 3 mai 1974), la nature de l'action en justice doit être définie en des termes différents. Elle est actuellement considérée comme un droit de l'homme et une liberté fondamentale. L'article 6 § 1 de la Conv. ESDH consacre le droit à ce que sa cause soit entendue par un tribunal comme un droit de l'homme ou une liberté fondamentale, qui s'impose aux États de droit (on parle de droit à un « procès équitable ») : si la loi nationale limite de manière substantielle l'accès au juge, l'État peut être condamné par la Cour européenne des droits de l'Homme à mettre son système juridique en conformité avec les obligations positives qui pèsent sur lui, et à verser une satisfaction équitable à la personne victime de cette entrave. De plus, par une décision du 9 avril 1996, le Conseil constitutionnel s'est fondé sur l'article 16 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789, qui dispose que toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée... n'a point de constitution, pour considérer qu'en « principe, il ne doit pas être porté d'atteintes substantielles au droit des personnes intéressées d'exercer un recours effectif devant une juridiction ». Il a ensuite ajouté que l'accès au juge comporte aussi le droit à l'exécution des